

L'importance économique du secteur financier en Suisse.

Etude mandatée par l'Association suisse des banquiers (ASB) et l'Association Suisse d'Assurances (ASA)

Décembre 2013



Editeur

BAKBASEL

Cheffe de projet

Rebekka Rufer

T +41 61 279 97 09

rebekka.rufer@bakbasel.com

Rédaction

Michael Grass

Rebekka Rufer

Adresse

BAK Basel Economics AG

Güterstrasse 82

CH-4053 Basel

T +41 61 279 97 00

F +41 61 279 97 28

info@bakbasel.com

<http://www.bakbasel.com>

© 2013 en faveur de BAK Basel Economics AG

Image de la page de garde: ©shutterstock / BAKBASEL

Copyright en faveur de BAK Basel Economics AG: l'abonné s'engage à ne pas reproduire ce document en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit, pour le mettre à disposition de tiers à titre onéreux ou gratuit.

L'utilisation et la communication d'information contenue dans ce produit est autorisée à condition de mentionner la source « BAKBASEL ».

Executive Summary

Le secteur financier en tant que force motrice de l'économie suisse.

Une économie moderne ne peut se concevoir sans secteur financier. Sans banques fonctionnelles, la circulation de la masse monétaire s'effondrerait, sans assurances, les sinistres auraient des conséquences dévastatrices, voire désastreuses et l'activité économique serait quasiment impossible. Le secteur financier, avec ses services, est également un pilier important de la prévoyance et des aides sociale. Il offre à ses clients, privés, entreprises et institutions, une vaste palette de prestations qui assurent leur réussite économique. Un secteur financier efficace est donc une condition essentielle pour une économie nationale saine et prospère.

La fonction d'infrastructure du secteur financier est un pilier important de l'économie et ce secteur apporte une contribution indispensable au succès de nombreuses entreprises. Le secteur financier lui-même participe à l'économie nationale de manière significative avec une contribution de 62 Mia. CHF au PIB, il occupe également 261'000 personnes. Les banques (avec leurs activités annexes telles la bourse) génèrent la plus grande partie de PIB du secteur financier, soit 34 Mia. CHF. Les assurances (avec leurs activités annexes telles les agents d'assurances) suivent de près avec presque 28. Mia CHF. Le secteur financier suisse est donc bien diversifié.

Des entreprises d'autres branches profitent du succès des banques, assurances et autres services financiers par le biais de l'imbrication intersectorielle de l'économie. D'une part, le secteur financier achète des biens et des services pour son activité et induit ainsi de la création de valeur ajoutée; les personnes actives du secteur financier, d'autre part, contribuent à l'essor général de l'économie suisse par leur consommation privée.

Des calculs à l'aide d'un modèle Input-Output montrent que, pour l'année 2012, l'activité économique du secteur financier a généré une valeur ajoutée globale de 86 Mia. CHF. Ceci représente environ 15 pourcent du PIB de l'économie nationale et environ 11 pourcent des personnes actives (526'000 personnes actives). La Confédération, les Cantons et les Communes en profitent par le biais d'importantes recettes fiscales. Pour 2012, on estime le total de ces recettes fiscales à 17 Mia. CHF, en tenant compte des impôts sur le marché financier (solde de l'impôt anticipé et droit de timbre) et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les services financiers. Ceci représente environ 13 pourcent du total des recettes fiscales de la Confédération, des Cantons et des Communes pour 2012.

Une restructuration a marqué le passé récent

Les deux crises financières du nouveau millénaire ont nettement influencé l'évolution de la création de valeur ajoutée du secteur financier – la bulle Internet (2000 – 2002) et la crise financière / crise de la dette (à partir de 2008). Les branches individuelles du secteur financier ont été touchées de manière différente par ces crises. Lors de la première, la création de valeur ajoutée des banques et des assurances a subi une forte baisse; par contre, la dernière crise a fortement touché les banques et les autres services financiers alors que les assurances ont

montré une évolution stable. Les assurances ont entamé leur adaptation structurelle dès la première crise, au début du millénaire – avec de stratégies ajustées et des externalisations – ce qui a rendu cette branche plus résistante. Les banques n'ont commencé à adapter leur structure d'une manière aussi profonde que lors de la crise financière / crise de la dette et cette restructuration est encore pleinement en marche.

Un important facteur de croissance au cours de ces 20 dernières années

Au cours de ces 20 dernières années, le secteur financier a été aussi une des branches les plus performantes de l'économie suisse. Environ 18 pourcent de la croissance économique suisse ont été générées par le secteur financier. Seul le commerce (de gros et de détail) a eu une part plus importante dans la croissance économique de la Suisse.

Les perspectives du secteur financier suisse sont intactes

Le secteur bancaire se trouve en pleine mutation et restructuration depuis la crise financière – crise de la dette. Les banques profitent actuellement d'une embellie conjoncturelle et leur création de valeur ajoutée reprend sensiblement depuis le milieu de 2013, mais le nombre de personnes actives dans le secteur bancaire va continuer de diminuer. A moyen terme, il y aura probablement une forte reprise avec des taux de croissance au dessus de la moyenne sur le long terme. A long terme, les banques profiteront des fruits de la restructuration actuelle ce qui leur apportera un taux de croissance moyen autour des +2%, un taux à nouveau plus dynamique que celui de l'économie générale qui devrait se situer autour des +1,7 %.

Les assurances aussi bénéficieront d'un taux de croissance supérieur à celui de l'économie générale. A court terme, on peut s'attendre aux plus forts taux de croissance dans la branche de la réassurance alors que les assurances vie et les caisses de pension sont pénalisées par les taux d'intérêt très bas et ont ainsi de la peine à se développer. A plus long terme, les assurances vie devraient profiter de nouvelles sources de croissance comme le financement des risques de la longévité. D'une manière générale, on peut s'attendre à des taux de croissance des assurances de l'ordre de +2,1% par année.

Le potentiel de croissance à long terme de l'ensemble du secteur financier se situe autour de +2%. Sa croissance sera donc supérieure à celle de l'économie générale. Les taux de croissance des années 1990 ou de la phase d'expansion qui a précédé la crise financière ne pourront cependant plus être atteints.

Table des matières

Executive Summary	1
1 Introduction	5
2 La fonction d'infrastructure du secteur financier pour l'économie nationale	6
3 Incidence directe du secteur financier suisse sur l'économie nationale	8
3.1 Création de valeur ajoutée	8
3.2 Emploi.....	15
4 Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse	17
4.1 Méthodologie appliquée	17
4.2 Résultats	18
4.2.1 Effets de création de valeur ajoutée	18
4.2.2 Effets sur l'emploi.....	19
5 Importance du secteur et du marché financier pour les finances publiques	20
6 Perspectives du secteur financier suisse	22
6.1 Environnement conjoncturel	22
6.2 Prévisions conjoncturelles 2013/14	25
6.3 Perspectives jusqu'en 2023	26
7 Résumé	28
8 Annexes	30

Table des illustrations

Figure 3-1	Structure du secteur financier, 2011 / 2012	8
Figure 3-2	Evolution de la création de valeur ajoutée réelle, 1992-2012	11
Figure 3-3	Parts dans la croissance des branches du secteur financier, 1992-2012	13
Figure 3-4	Croissance du secteur financier en comparaison internationale, 1992-2012.....	14
Figure 3-5	Evolution du nombre de personnes actives dans le secteur financier, 1992-2012, indice 2012=100	16
Figure 4-1	Effet de création de valeur ajoutée total, 2012 [Mia. CHF]	18
Figure 4-2	Effet global sur l'emploi, 2012 [en milliers de personnes]	19
Figure 5-1	Effet fiscal 2012 [en Mia. CHF]	21
Figure 6-1	Volumes des bourses, SIX Swiss Exchange, 2005-2013.....	22
Figure 6-2	Entrées de primes, 2004-2012.....	23
Figure 6-3	Prévisions pour la création de valeur ajoutée et le nombre de personnes actives du secteur financier, 2013-2014	25

Tablettes et graphiques

Tabelle 3-1	Nombre et parts de personnes actives dans le secteur financier, 2012	15
Tabelle 6-1	Facteurs influençant la création de valeur ajoutée des banques	23
Tabelle 6-2	Facteurs influençant la création de valeur ajoutée des assurances	24
Tabelle 6-3	Tendances dans le secteur financier, 2013-2023	27
Tabelle 8-1	Structure du secteur financier, 2012	30
Tabelle 8-2	Structure des banques, 2008.....	30
Tabelle 8-3	Structure des assurances, 2008	31
Tabelle 8-4	Structure des autres services financiers, 2008.....	31
Tabelle 8-5	Comparaison des facteurs des banques (y compris les services proches des banques).....	32
Tabelle 8-6	Comparaison des facteurs des assurances (y compris les services proches des assurances)	32

1 Introduction

Imaginons que la Suisse subisse une panne d'électricité totale pendant une journée entière. C'est seulement lors d'un tel événement que l'économie et la population se rendraient compte à quel point l'approvisionnement en électricité est un secteur vital pour tous. Une analyse directe de la part du secteur de l'électricité dans l'économie globale, sur la base de la création de valeur ajoutée et du nombre de personnes actives, ne tient pas compte de ce fait. Il faut prendre en considération un phénomène similaire pour le secteur financier; sans banques fonctionnelles, la circulation de la masse monétaire s'effondrerait et sans assurances, les sinistres représenteraient des menaces énormes, voire vitales, ce qui paralyserait les activités économiques. Dans cette perspective, un secteur financier efficace fait partie de l'infrastructure économique d'un pays tout comme son réseau électrique.

La fonction d'infrastructure du secteur financier est un pilier important de l'économie et une condition nécessaire au succès de nombreuses entreprises. De plus, le secteur financier, avec ses services, est un pilier du secteur des prestations et aides sociales ainsi que de la prévoyance. Le secteur financier lui-même est un acteur économique important avec une création de valeur ajoutée brute d'environ 62 Mia. CHF et 261'000 personnes actives. De plus, dans le cadre de l'imbrication de l'économie, le succès du secteur financier profite de manière importante à de nombreuses entreprises suisses d'autres branches.

Cette étude montre les différentes facettes ainsi que l'importance que revêt le secteur financier pour l'ensemble de l'économie nationale suisse. Le secteur financier comprend les banques, les assurances et les autres services financiers tels que les bourses ou les courtiers en assurances. Nous nous concentrerons sur la création de valeur ajoutée et l'emploi générés par l'activité économique du secteur financier pour l'année 2012. L'étude sera complétée par une rétrospective de l'évolution du secteur financier au cours des 20 années précédentes ainsi que par ses perspectives pour les 10 années à venir.

2 La fonction d'infrastructure du secteur financier pour l'économie nationale

Le secteur financier est un élément essentiel de toute économie nationale. Il met des capitaux à disposition de la société ainsi que de l'économie et il supporte des risques. Ces deux activités facilitent un développement économique et des investissements qui, sans intermédiaire financier, ne seraient réalisables qu'à des coûts bien plus élevés, voire pas du tout.

Le système financier comprend toutes les institutions et systèmes qui offrent des services financiers dans une économie nationale; c'est à dire les marchés financiers (marché de l'argent, marché des capitaux et marché des devises) ainsi que les intermédiaires financiers (banques, assurances, etc.).

Les fonctions les plus importantes du système financier sont les fonctions d'allocation et d'assurance ou de diversification (des risques). Tandis que les marchés financiers forment la fondation, les intermédiaires financiers coordonnent et facilitent les flux de capitaux et réduisent les risques liés à la mise à disposition des dits capitaux. La tâche centrale des intermédiaires financiers consiste donc en un service de transformation (médiation) entre les besoins des différents acteurs concernant les montants, les termes de disponibilité et les risques acceptables.

■ Transformation des montants:

Les montants relativement faibles des différents investisseurs, en particulier des épargnants sont rassemblés et transformés en des sommes plus importantes souvent nécessaires pour être mises à disposition des emprunteurs. La même chose se passe avec les primes des assurés qui sont transformées en montants importants pour le règlement des sinistres.

■ Transformation des termes de disponibilité:

Des sommes déposées à court terme sont transformées en crédits à long terme et des biens à long terme sont utilisés comme garanties pour des crédits à court terme.

■ Transformation des risques:

Le report de risques individuels sur un nombre élevé de participants réduit leurs effets négatifs sur les personnes individuelles impliquées. Les sommes confiées par les clients sont réparties sur de nombreux emprunteurs ce qui, dans l'ensemble, réduit le risque de défaillance. Le risque d'un sinistre individuel est assumé, respectivement pris en charge de manière solidaire, par les primes d'un grand nombre d'assurés.

Le capital mis à disposition par les intermédiaires financiers, respectivement la prise en charge des risques, permet le développement de l'économie et des investissements – investissements de remplacement en cas de sinistre – capital qui, sans intermédiaire financier, serait beaucoup plus difficile, voire impossible à trouver.

Les intermédiaires financiers offrent encore **d'autres prestations** dont les économies nationales modernes ne peuvent guère se passer; en voici quelques exemples:

■ Trafic des paiements:

Les banques mettent des liquidités à disposition des clients pour les paiements presque partout et en tout temps par l'intermédiaire de cartes de crédit, de cartes de débits, de chèques et de distributeur d'argent automatiques et elles assurent le trafic des paiements sur le plan national et international. Les coûts de transaction des échanges sont ainsi diminués.

■ **Entreprises clientes et conseil aux entreprises:**

Les intermédiaires financiers soutiennent les entreprises de l'économie réelle pour le financement d'immeubles, les projets, le commerce et les exportations. Ils soutiennent des entreprises de toute taille dans l'évaluation des risques et la mise en place de solutions fiables; par exemple : pour les différentes manières de rassembler des capitaux, la répartition et l'assurance des risques, la gestion de fortune, les solutions de prévoyance pour le personnel, le soutien et le conseil lors de fusions, de reprises ou de successions.

■ **Dépôt, sécurité et comptabilité des économies, gestion de fortune:**

Les banques, en particulier, offrent aux ménages privés des possibilités agréables et sûres de gérer leurs économies et de leur assurer un rendement. Elles en tiennent également la comptabilité et informent leurs clients de l'état actuel de leurs finances. De plus, les banques offrent aux ménages privés diverses possibilités de gestion de fortune et/ou un accès direct aux marchés financiers.

■ **Stabilité financière et prévoyance:**

Les assurances augmentent la sécurité de la planification financière des ménages et des entreprises et garantissent leur stabilité financière par une protection contre des dépenses et des pertes de revenu prévisibles et imprévisibles. Par exemple, les assurances permettent, à l'aide d'une prévoyance ciblée, de compenser une perte de revenu due à l'âge et ainsi de financer la longévité.

■ **Augmentation de la capacité à prendre des risques:**

Les assurances permettent aux personnes privées et aux acteurs économiques d'effectuer des activités et de consentir des investissements auxquels ils devraient renoncer s'il n'existait pas de couverture des risques. Elles libèrent ainsi des capacités qui peuvent être mises à disposition pour supporter d'autres risques. Elles offrent la possibilité à tout un chacun de s'assurer contre les risques, ce qui augmente d'une manière générale la capacité de l'économie à prendre des risques et se répercute ainsi de manière positive sur les investissements et sur l'innovation.

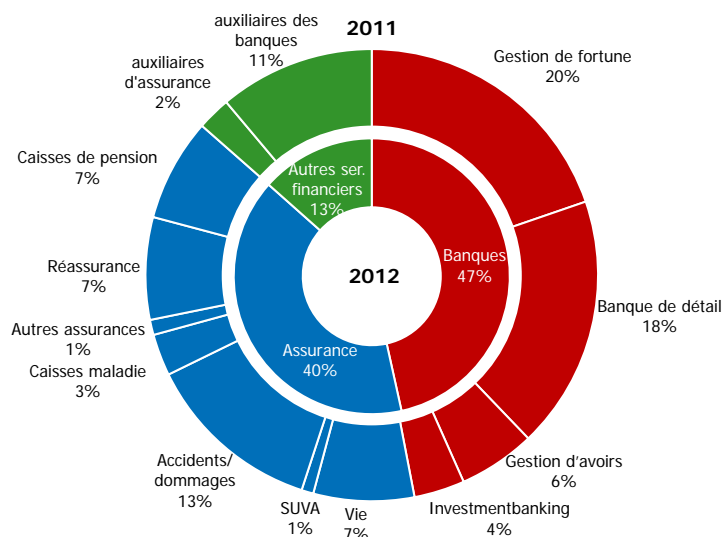
3 Incidence directe du secteur financier suisse sur l'économie nationale

Le secteur financier fait partie des branches les plus importantes de l'économie suisse. Un franc sur neuf, gagné en Suisse en 2012, est issu du secteur financier; dans le Canton de Zürich, cette proportion dépasse même un franc sur cinq. Ce sont des valeurs de pointe, également en comparaison internationale. En ce qui concerne la croissance, le secteur financier a été l'un des plus importants moteurs de croissance de l'économie suisse au cours de ces vingt dernières années, malgré le fait que les deux crises financières du nouveau millénaire ont laissé des traces bien visibles dans son développement.

3.1 Création de valeur ajoutée

Le secteur financier a généré une valeur ajoutée brute d'environ 62 Mia. CHF en 2012, ce qui correspond à 11 pourcent de la valeur ajoutée générée par l'ensemble de l'économie suisse. Le secteur fait ainsi partie des trois plus importants agrégats de l'économie suisse, malgré une part en régression depuis la dernière crise financière, derrière le secteur public et le commerce (environ 17 % chacun). Les banques génèrent la plus grande partie de la création de valeur ajoutée, soit 29 Mia. CHF ou 47 pourcent du secteur financier, les assurances atteignent environ 25 Mia. CHF ce qui représente 40 pourcent du secteur financier. Les autres services financiers se partagent la part résiduelle dans une proportion d'environ 80 : 20 entre les services proches des banques et les services proches des assurances. Ainsi, pour les banques avec leurs activités annexes telles que la bourse, il résulte une valeur ajoutée d'environ 34 Mia. CHF et pour les assurances, avec leurs activités annexes telles que le courtage, il résulte une valeur ajoutée d'environ 28 Mia. CHF. Le secteur financier suisse a donc une structure hétérogène et est bien diversifié.

Figure 3-1 Structure du secteur financier, 2011 / 2012



Part des branches au PIB nominal du secteur financier, en %, 2012;

Données sur les parts des segments sur la base de 2011

Proches des banques: Administration de marchés financiers, Courtage de valeurs mobilières et de marchandises, Autres activités auxiliaires de services financiers, Gestion de fonds

Proches des assurances: Évaluation des risques et dommages, Activités des agents et courtiers d'assurances, Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite

Sources: BAKBASEL, ASB

Contexte

Qu'entendons-nous par « création de valeur ajoutée brute » ?

La création de valeur ajoutée brute est un indicateur central pour la « performance », au sens économique, d'une branche ou d'une entreprise. Elle mesure la valeur ajoutée générée au cours d'un processus de production. Cette valeur ajoutée se calcule sur la base de la différence entre la valeur de la production et la valeur des biens et services utilisés pour réaliser cette production. Le produit intérieur brut (à la valeur du marché) se calcule selon l'approche par la production, par la somme de toutes les valeurs ajoutées brutes de production (au prix de production) à laquelle on ajoute les taxes sur les biens et on soustrait les subventions. Vu de l'approche par les revenus, le PIB exprime la part de revenu restant après l'amortissement du capital physique pour rémunérer les facteurs de production « travail » et « capital financier ».

Comment détermine-t-on la création de valeur ajoutée brute du secteur financier dans les comptes nationaux?

La création de valeur ajoutée brute du secteur des assurances est le solde du total de primes encaissées et des revenus de capitaux, d'où l'on soustrait les prestations d'assurance (sinistres), les amortissements, les impôts indirects et les achats de biens et de services nécessaires à l'activité du secteur.

Dans les comptes nationaux, les prestations de service des banques sont réparties en deux groupes. Le premier groupe correspond à la création de valeur ajoutée générée directement par les rémunérations sous forme de commissions. Cette première catégorie est nommée «Financial Intermediation Services Directly Measured» (FISDM); il s'agit ici de la somme de toutes les commissions à laquelle on soustrait la valeur ajoutée des biens et services nécessaires à leur réalisation (frais de commission et biens achetés pour l'activité).

Le deuxième groupe correspond à la création de valeur ajoutée générée indirectement par les différences de taux d'intérêt. Cette deuxième catégorie est nommée «les services d'intermédiation financière indirectement mesurés» (SIFIM); c'est la valeur ajoutée générée par la marge de taux d'intérêt sur le volume total des dépôts et crédits. La marge de taux d'intérêt est la différence entre le taux d'intérêt créditeur et le taux de référence à laquelle on ajoute la différence entre le taux d'intérêt débiteur et le taux de référence. La création de valeur ajoutée pour le SIFIM est donc constituée de la création de valeur ajoutée générée par la marge de taux d'intérêt à laquelle on soustrait les achats de biens et de services nécessaires à sa réalisation.

Traitement des primes de risque dans le calcul de la création de valeur ajoutée des banques

Il y a en ce moment une discussion ouverte sur le traitement des primes de risques dans le calcul du SIFIM, une discussion qui n'avait lieu que dans les milieux académiques jusqu'à présent. La méthodologie du calcul du PIB prévoit de ne pas considérer un risque comme la rémunération d'un facteur de production. Dans la pratique, on ne respecte pas ce principe dans le calcul de la création de valeur ajoutée des banques car on prend en compte la totalité de la marge de taux d'intérêt, y compris la prime de risque. Dans le calcul de la création de valeur ajoutée des assurances, en revanche, les primes de risque ne font pas partie de la création de valeur ajoutée. Il y a là une certaine inconsistance dans la comptabilité générale.

Alternatives possibles

1. SIFIM avec correction du risque

Une méthode de calcul alternative a été présentée en Suisse récemment, elle corrige le SIFIM de manière à en exclure la prime de risque qu'il contient. [Kellermann, K. et C.-H. Schlag (2013), «Wird der

Wertschöpfungsbeitrag des Finanzsektors zu hoch ausgewiesen?», Strukturberichterstattung Nr. 50/2, SECO, Berne].

Cette méthode ne joue encore aucun rôle dans le rapport sur la comptabilité générale. La quantité de données requises pour cette méthode est énorme et les résultats montrent qu'elle est encore en phase de développement. En tenant compte de la méthode du SIFIM avec correction du risque, l'étude montre une réduction de la création de valeur ajoutée des banques d'environ 13.6 Mia. CHF (38%) pour l'année 2010. Cet ordre de grandeur représente à peu près l'activité de l'entier du secteur de la banque de détail suisse qui ne réalise cependant qu'une partie de ses affaires sur la base de la prime de risque (la marge de taux d'intérêt comprend d'autres éléments qui représentent une création de valeur ajoutée). Les autres secteurs bancaires se financent principalement par des commissions; la correction de la prime de risque n'entre donc pas en ligne de compte pour ces secteurs.

Aujourd'hui, il s'agit donc encore bien d'une discussion académique, car la méthode de calcul proposée ne peut que très difficilement être appliquée dans la pratique. Dans le cadre des calculs de la comptabilité générale, il ne faudrait pas seulement adapter le calcul de la création de valeur ajoutée pour les banques, mais adapter celui de toutes les branches et secteurs institutionnels de l'économie (consommateurs, état) dans la mesure où ils payent une prime de risque à une banque. De plus, une telle révision devrait se faire au niveau international, faute de quoi on ne pourrait plus comparer les résultats des comptabilités générales.

2. Autre alternative: introduction d'une comptabilisation du risque

En plus de ces raisons pratiques, la littérature mentionne des arguments théoriques s'opposant à l'exclusion de la prise en compte de la prime de risque dans le calcul de la création de valeur ajoutée des banques: l'acceptation d'un risque (par la banque) a des répercussions positives qui peuvent être rémunérées. Les banques, sur la base de leur infrastructure et de leur organisation, sont en mesure d'assumer des risques et de les transformer. Cette réflexion amène à penser que les primes de risque peuvent bel et bien être considérées comme la rémunération d'un élément de base. La capacité à assumer des risques serait alors, comme le travail et le capital, un élément de base permettant aux banques de produire des services financiers. [Zieschang, K.D. (2012), «FISIM Accounting», IMF Working Paper, Washington.]

Cette approche recèle cependant aussi des difficultés dans la détermination pratique du PIB dans la comptabilité générale. Il serait adéquat d'ajouter une comptabilité du risque dans la comptabilité générale car l'acceptation d'un risque devrait être comptabilisée non seulement pour les banques, mais aussi pour tous les autres fournisseurs de liquidités.

Implications de cette discussion pour la présente étude

En ce qui concerne le traitement des primes de risque, il y a des arguments théoriques dans les deux sens et l'application pratique d'autres méthodes de calcul est actuellement limitée à cause d'un problème de disponibilité de données. De plus une réforme devrait être faite, le cas échéant, en concertation internationale afin que les chiffres statistiques internationaux puissent encore être comparés.

Dans le cadre de l'évaluation de l'importance économique du secteur de la finance en Suisse, cette discussion n'a que peu d'impact. Comme le montre l'étude, le secteur financier n'est pas seulement important en fonction de sa performance économique et de son apport au PIB national, mais sa fonction d'infrastructure et ses services généraux font de lui un pilier de l'économie suisse. La transformation du risque est une de ses principales fonctions. Le fait que la prise en charge du risque est utile n'est pas contesté, que la prime de risque soit comptabilisée en tant que part de la valeur ajoutée créée par les banques ou non.

Structure

Le secteur financier suisse est fortement orienté vers la gestion de fortune. La gestion de fortune, l'activité qui s'occupe des personnes privées fortunées, a réalisé un cinquième de la création de valeur ajoutée du secteur financier en 2011, selon les données de l'association suisse des banquiers (ASB). Les assurances vie ainsi que les caisses de pension, deux branches d'assurance comprenant une forte part de gestion de fortune, ont contribué pour chacune à raison de 7 pourcent à la valeur ajoutée créée par le secteur financier en 2011. La gestion d'actifs a, de plus, contribué à raison de 6 pourcent au résultat du secteur financier.

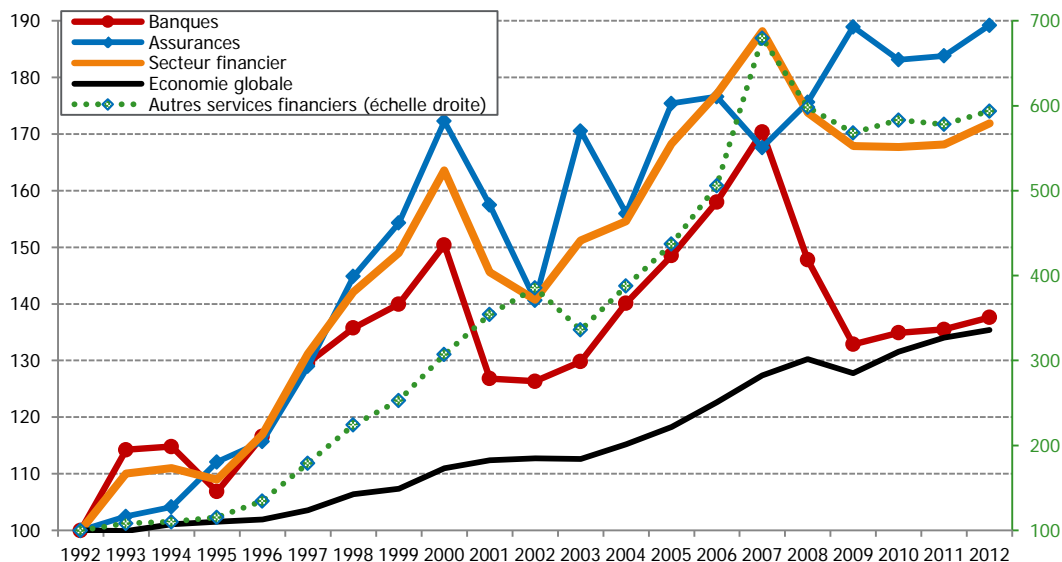
La banque de détail représente un autre centre de gravité. Ce secteur a repris de l'importance après la crise sur la base d'un marché hypothécaire florissant. Le secteur Investment Banking, en revanche, a subi une forte récession. L'Investment Banking fournit des produits sur mesure aux personnes privées, aux entreprises et aux investisseurs institutionnels et leur offre l'accès aux investisseurs nationaux et internationaux. Cette branche s'est trouvée sous le feu de la critique lors de la crise financière et des réglementations plus sévères concernant les capitaux ont conduit à des coupes importantes dans ce secteur. En Suisse, il n'y a pas que l'Investment Banking qui a subi des coupes, une réduction du bilan des banques générales s'est également produite. La part de création de valeur ajoutée des banques dans le secteur financier suisse a diminué d'environ 20 points de pourcentage depuis l'an 2000.

Du côté des assurances, la réassurance a gagné de l'importance. Les réassurances ont réussi à doubler leur part de création de valeur ajoutée dans le secteur financier depuis l'an 2000, ceci en partie avec de la croissance non organisée, en particulier de nouvelles implantations. Les assurances vie et les caisses de pension ont en revanche perdu de l'importance.

Evolution au cours de ces 20 dernières années

La Figure 3-2 illustre l'évolution de la création de valeur ajoutée réelle du secteur financier depuis 1992. Grâce à l'excellente dynamique des années 1992 à 2000 (+6,3% par année), le secteur financier a connu une croissance plus forte que l'ensemble de l'économie au cours de la période de 1992 à 2012 (secteur financier : + 2,7% par année, économie générale : + 1,5% par année).

Figure 3-2 Evolution de la création de valeur ajoutée réelle, 1992-2012



Création de valeur ajoutée réelle indexée, 1992 = 100
Source: BAKBASEL

Les deux crises financières sont bien visibles sur le diagramme. La création de valeur ajoutée du secteur financier a chuté de 14 pourcent en tout dans les années 2000 – 2002 et de 10,8 pourcent dans les années 2007 – 2009. Ainsi la dynamique moyenne du secteur financier a très nettement diminué après l'an 2000 et s'est retrouvée en deçà de la dynamique de l'économie générale. Pour le secteur financier dans son ensemble, la chute après l'éclatement de la bulle Internet a été plus importante que lors de la dernière crise, car les banques ainsi que les assurances ont du alors consentir de fortes pertes de création de valeur ajoutée. Lors de la dernière crise financière, le développement positif des assurances a soutenu la création de valeur ajoutée du secteur financier. Il faut en outre remarquer que ce n'est qu'en 2012 que le secteur financier a retrouvé une croissance après la crise financière.

Au cours des années 1992 à 2012, la création de valeur ajoutée du secteur bancaire a eu la même croissance moyenne annuelle (+ 1,6%) que l'économie générale mais la croissance a été générée principalement dans les années 90 (+ 5,2 % par année). Depuis l'an 2000, à cause des deux crises financières, la croissance moyenne a même été négative (- 0,7% par année). Depuis la dernière crise financière, la gestion de fortune transfrontalière, qui joue un grand rôle en Suisse, se trouve sous une forte pression. La perte de fait de l'argument de vente « secret bancaire » vis-à-vis des autres pays industrialisés est une des raisons principales de la lenteur de la reprise dans le secteur bancaire.

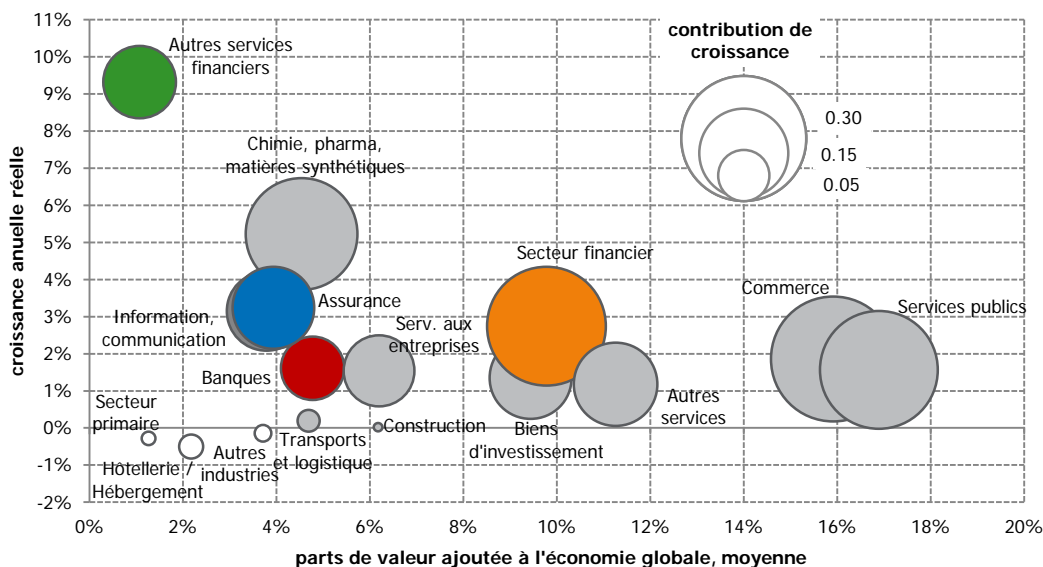
Dans la période d'observation de 1992 à 2012, les assurances ont eu une progression économique plus rapide (+ 3,2% par année) que l'économie générale. Dans les années 90, les assurances ont vécu une décennie dorée suite à la suppression des cartels d'assurance. Cette évolution a cependant fait augmenter l'importance de la finance et des placements financiers dans les assurances par rapport à l'activité d'assurance technique. La forte chute de création de valeur ajoutée dans les années 2000 – 2002 (-8,3% par année) suite à l'éclatement de la bulle Internet a fait revenir les assurances à leur activité de base et a exigé de nouvelles améliorations de rentabilité de la branche. Celles-ci ont été réalisées tant par de la rationalisation et des externalisations que par de lourds investissements informatiques et des améliorations opérationnelles. Les assurances sont ainsi sorties renforcées de cette première crise et ont nettement mieux supporté la dernière crise que le reste du secteur financier.

La petite branche des autres services financiers a été la championne de la croissance dans le secteur financier et a réussi, avec une croissance annuelle moyenne de + 9,3 pourcent, à multiplier par six sa part de création de valeur ajoutée dans le secteur financier. Ici aussi, cependant, la dernière crise financière a laissé des traces et a brisé cet élan de croissance rapide.

Contribution à la croissance de l'économie globale

La Figure 3-3 illustre les différentes dynamiques des trois branches du secteur financier et leur influence sur le développement de l'économie globale. La grandeur d'un cercle indique la part de croissance que la branche correspondante apporte à l'économie globale. On peut calculer cette part approximativement en effectuant le produit de la croissance d'une branche par sa quote part dans l'économie globale.

Figure 3-3 Parts dans la croissance des branches du secteur financier, 1992-2012



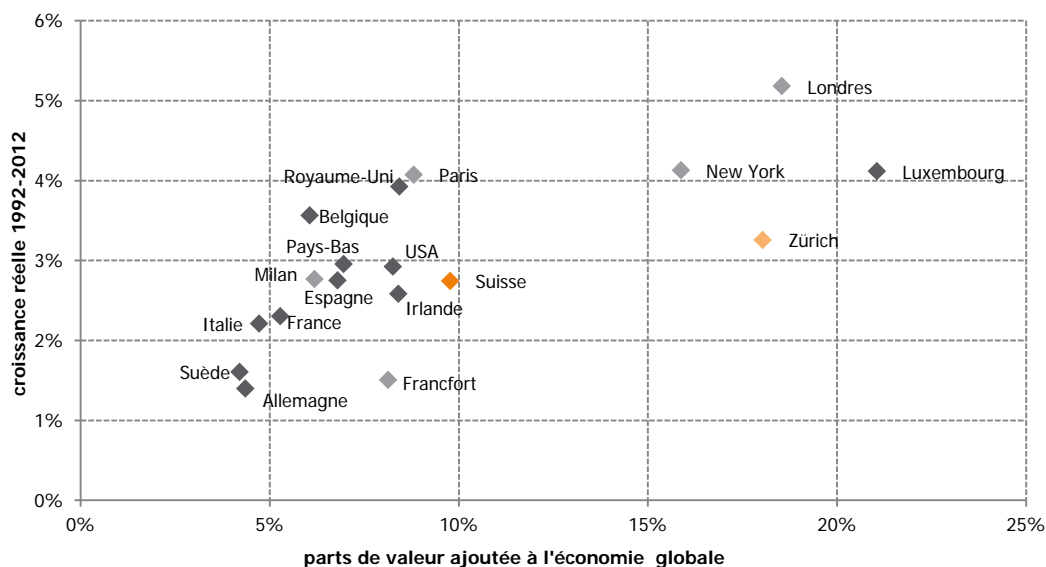
Part moyenne des branches à la création de valeur ajoutée nominale de l'économie globale en %, croissance annuelle réelle moyenne des branches en %, part à la croissance globale en point de pourcentage
 Source: BAKBASEL

Au cours de la période de 1992 – 2012, le secteur financier a apporté la deuxième plus importante contribution à la croissance générale de toutes les branches. En moyenne, chaque année, 17.6 pourcent de la croissance économique globale était générée par le secteur financier. Seul le commerce (commerce de gros et commerce de détail) a apporté une contribution encore plus élevée (+19.4%). Les deux crises financières, à partir de l'an 2000, ont fait diminuer la contribution à la croissance générale du secteur financier. La perspective à plus long terme indique cependant que le secteur financier est un secteur prépondérant de l'économie suisse, du point de vue de la performance économique également.

Comparaison internationale

Pour la période 1992 – 2012, relativement à sa part à la création de valeur ajoutée de l'économie nationale, le secteur financier suisse fait partie des plus grands du monde (voir Figure 3-4). L'image est encore plus forte si on considère la région de Zürich où le secteur financier représente 18 pourcent de l'économie locale. La raison de cette importance au dessus de la moyenne se trouve dans l'orientation exportatrice. La gestion de fortune transfrontalière a une très grande importance en Suisse. Selon une estimation de l'institut « Boston consulting group » environ 26 pourcent de la gestion de fortune transfrontalière mondiale a été réalisée en Suisse en 2012. La Suisse dispose en outre, avec le cluster de Zürich, d'une forte position dans le domaine de la réassurance globale. Selon les estimations de l'institut Morgan Stanley, 9 pourcent de l'activité mondiale de réassurance se déroule à Zürich. Zürich se positionne ainsi devant les Bermudes (8%) et Londres (7%).

Figure 3-4 Croissance du secteur financier en comparaison internationale, 1992-2012



En monnaie nationale, 1992-2012,

Axe vertical: croissance réelle moyenne annuelle de la création de valeur ajoutée en %,

Axe horizontal: part nominale relative au PIB de l'économie nationale en %

Source: BAKBASEL

Le secteur financier suisse s'est développé à un rythme à peu près de la moyenne des autres importantes places financières au cours de ces vingt dernières années. Au cours de cette période, les taux de croissance annuels moyens de tous les secteurs financiers nationaux étudiés se retrouvent dans une fourchette assez étroite entre +1.4 pourcent en Allemagne et +3.6 pourcent en Belgique. Seuls le Royaume Uni et le Luxembourg ont pu se distancer légèrement, avec des taux respectifs de +3,9 et +4,1 pourcent.

Bien que les taux de croissance moyens des nations soient très proches, les courbes d'évolution des différents pays présentent des différences importantes. Le Royaume Uni ainsi que la Belgique ont connu des croissances régulières qui n'ont été brisées que par la dernière crise financière. En Espagne, en revanche, le secteur financier a connu une récession au cours des années 90, puis un boom à partir de l'an 2000 avec des taux de croissance bien au dessus de la moyenne, il subit une légère récession depuis 2008.

Comme nous l'avons vu plus haut, le secteur financier suisse a perdu de la dynamique avec le changement de millénaire, ce qui a affaibli sa position en comparaison internationale. De plus, le secteur financier suisse, comme celui du Luxembourg, a plus de peine à se remettre de la dernière crise financière que les autres places financières, principalement en raison de l'importance de la gestion de fortune transfrontalière qui subit une forte pression dans les pays industrialisés en particulier.

3.2 Emploi

En 2012, 261'000 personnes étaient actives dans le secteur financier. Plus de la moitié, 150'000 personnes, travaillaient dans les banques. La part des personnes occupées par les banques est ainsi plus élevée que la part des banques au PIB du secteur financier. Pour les assurances, c'est exactement l'inverse, elles emploient 23 pourcent du nombre d'actif du secteur financier tandis que leur part au PIB du secteur est de 40 pourcent. Les assurances ont externalisé une grande partie de leurs activités à forte demande en personnel, comme le courtage, vers d'autres branches tandis que les banques continuent de gérer elles-mêmes ces activités, telle le service au guichet. Ainsi, d'une manière générale, la productivité du travail dans les assurances est plus élevée que dans les banques. De plus, cette différence a augmenté au cours de ces vingt dernières années. Les banques restent cependant une des branches les plus productives de l'économie Suisse. En 2012, la productivité du travail des banques était de 192'000 CHF par personne, ce qui est 1.6 fois plus élevé que la moyenne de l'économie nationale (117'000 CHF). Les personnes actives des assurances ont généré environ 409'000 CHF par personne et ont donc atteint une productivité du travail plus de trois fois supérieure à la moyenne de l'économie nationale.¹

Tabelle 3-1 Nombre et parts de personnes actives dans le secteur financier, 2012

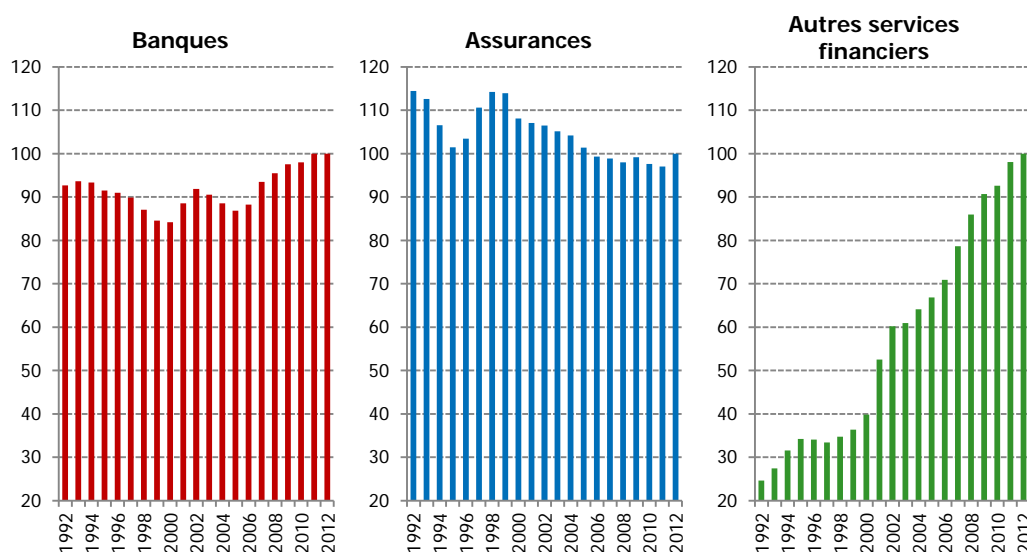
	Personnes actives	Part relative au secteur financier	Part de création de valeur ajoutée relative au secteur financier
Banques	150'261	58%	47%
Assurances	60'642	23%	40%
Autres services financiers	49'988	19%	13%
Secteur financier	260'891	100%	100%

Source: BAKBASEL

Le nombre de personnes actives dans le secteur financier a augmenté d'environ 40'000 depuis 1992 (+18%). Le développement est ainsi plus dynamique que celui de l'économie nationale, mais il suit cependant une courbe très similaire. On remarquera que depuis la dernière crise financière, les deux évolutions sont pratiquement parallèles. L'augmentation des personnes actives dans le secteur financier s'est produite dans le secteur des banques et des autres services financiers tandis que le nombre de personnes actives dans les assurances a diminué (voir Figure 3-5).

Les processus de concentration induits par les restructurations dans les assurances ont été de pair avec l'externalisation de nombreuse opérations et de personnel vers d'autres branches. Les autres services financiers en ont également bénéficié. Pour les banques, l'externalisation des emplois depuis la crise financière ne se fait pas de la manière ressentie par l'intuition et l'opinion publique. Les statistiques de la Banque Nationale indiquent cependant effectivement une diminution des places de travail dans les banques suisses (voir l'encadré suivant à propos des différentes statistiques concernant les places de travail). Pour les autres services financiers, la courbe de l'emploi est mieux corrélée à dynamique de la création de valeur ajoutée; le nombre de personnes actives a fortement augmenté et représente aujourd'hui le quadruple de la valeur ajoutée de 1992.

¹ En tenant compte de la productivité par heure travaillée, les différences sont un peu moins élevées car les différentes structures de travail à temps partiel ne jouent alors plus de rôle (banques: 1.5 fois plus productives ; assurances: 3.1 fois plus productives). La principale raison des différences de productivité entre les branches se trouve dans les différences de capital investi. En général, plus une place de travail nécessite de capital, plus sa productivité est élevée.

Figure 3-5 Evolution du nombre de personnes actives dans le secteur financier, 1992-2012, indice 2012=100

Source: BAKBASEL

Contexte: personnes occupées et statistiques de l'emploi

Dans les statistiques du marché du travail, il y a une distinction entre « personne active » et « emploi ». Dans le concept « personne active » c'est la personne qui est le centre d'intérêt alors que dans le concept « emploi » c'est le nombre de places de travail qui compte. Une personne est considérée comme une « personne active » si elle a plus de 15 ans révolus et travaille au moins une heure contre rémunération au cours d'une semaine de référence. Une personne est considérée comme occupée (un emploi) lorsqu'elle travaille plus de 6 heures par semaine dans une entreprise où il est travaillé au moins 20 heures par semaine. La principale différence est qu'une personne ne peut être « personne active » qu'une seule fois, mais peut occuper plusieurs emplois. La comparaison du chiffre de l'emploi en équivalents plein temps (OFS, statistique STATEM) et le nombre de personnes actives (OFS, statistique SPAO) montre une importante différence pour le secteur financier. Le nombre de personnes actives est en moyenne de 25 pourcent supérieur au nombre d'emplois équivalent plein temps. En 2012, le nombre de personnes actives dans le secteur financier était de 261'000 alors qu'il y avait 185'000 emplois équivalent plein temps.

En plus de ces deux statistiques, il existe d'autres relevés. Selon la statistique de la Banque Nationale Suisse (BNS), le secteur bancaire suisse occupait environ 105'166 personnes (équivalent plein temps) en 2012. Cette statistique ne regroupe cependant pas toutes les entreprises considérées comme des banques par la classification économique NOGA 08 (OFS, nomenclature générale des activités économiques, 2008). L'Association Suisse d'Assurances (ASA) évalue le nombre de personnes occupées dans les assurances à 48'000 pour l'année 2012. La statistique du personnel de l'ASA ne compte que les employés des assurances privées et y ajoute les personnes occupées dans le courtage. Selon la classification économique (NOGA) les caisses de pension et les caisses maladie pour l'assurance obligatoire (LAMAL) font également partie des assurances tandis que les courtiers font partie des autres services financiers.

Dans les analyses économiques internationales, on utilise normalement le concept de « personne active ». **Dans la présente étude, nous utiliserons également le concept de nombre de « personnes actives » dans l'analyse des interactions avec le marché du travail.**

4 Importance du secteur financier pour les autres branches de l'économie suisse

Le secteur financier représente une part importante de l'économie nationale et contribue ainsi de manière significative au bien-être de la Suisse. L'importance élevée du secteur financier pour la Suisse ne repose cependant pas uniquement sur la part de création de valeur ajoutée et les emplois qu'il apporte au pays. Une évaluation du secteur financier basée uniquement sur sa part de PIB et le nombre de personnes actives donne en fait une image sous-évaluée. D'une part, pour son activité, le secteur financier achète des biens et des services à d'autres branches ce qui produit de la valeur ajoutée; d'autre part, le revenu du travail des personnes actives dans le secteur financier est utilisé pour leur consommation privée et profite ainsi à d'autres branches de l'économie suisse.

4.1 Méthodologie appliquée

Selon le compte de production de l'Office Fédéral de la Statistique, le secteur financier a commandé des biens et des services pour un montant 49 Mia. CHF en 2012. Ceci représente un rapport « coût des ventes » (part des biens et services achetés dans la valeur produite) de 44 pourcent. Pour les banques, y compris les services proches des banques, ce compte de production indique un rapport « coût des ventes » un peu moins élevé de 42 pourcent alors que pour les assurances, y compris les services proches des assurances, ce rapport est un peu plus élevé et atteint 45 pourcent. L'imbrication interne dans le secteur financier est très importante, elle s'élève à environ deux tiers; ceci implique que les banques et les assurances achètent environ un tiers de leurs biens et services à l'extérieur du secteur financier.

Citons ici les entreprises de conseil ou les entreprises informatiques. Une partie de la valeur ajoutée créée par ces branches provient du secteur financier. D'autres acquisitions, telles que les bâtiments dont le secteur financier a besoin, génèrent de la création de valeur ajoutée et de l'emploi dans d'autres branches, ici le bâtiment et ses sous-traitants. Les sous-traitants achètent eux aussi des biens et des services à d'autres entreprises, générant de la valeur ajoutée, et ainsi de suite.

Ce raisonnement de base est implémenté dans l'analyse macroéconomique des effets (analyse d'impact) à l'aide de méthodes statistiques et de l'utilisation d'un modèle qui effectue une intégration verticale tout au long du processus de production. Dans l'analyse d'impact du secteur financier, on retrouve par exemple le fait que de nombreuses entreprises du secteur des services aux entreprises (informatique, conseil, etc.) font partie des clusters de service des places financières suisses et dépendent dans une large mesure du développement de la finance.

De plus, de nombreux fournisseurs indigènes de biens de consommation et de services profitent du pouvoir d'achat des employés du secteur financier. Les places financières internationales comme Genève et Zürich recrutent en outre du personnel qualifié étranger. Cette immigration profite à d'autres secteurs économiques spécialisés dans les services aux expatriés (personnes qualifiées employées temporairement en Suisse) ou aux immigrants : recherches de logement, déménagements, vente/location d'immeubles, conseil en matière fiscale et d'autorisations de travail, prestations d'intégration (cours de langues par exemple) etc. Les employés qualifiés étrangers génèrent également une forte demande en écoles internationales, enseignants privés et employés de maison.

L'analyse d'impact tient compte explicitement des ces phénomènes. Le modèle input-output cité plus haut calcule l'importance effective, c'est-à-dire globale, du secteur financier pour l'économie suisse.

4.2 Résultats

4.2.1 Effets de création de valeur ajoutée

Le secteur financier a généré un chiffre d'affaire d'environ 111 Mia. CHF en 2012. Il en résulte une création de valeur ajoutée brute d'environ 62 Mia. CHF. Ceci représente une part de 11 pourcent de la production de l'économie suisse. Un franc sur neuf gagné en Suisse provient donc du secteur financier.

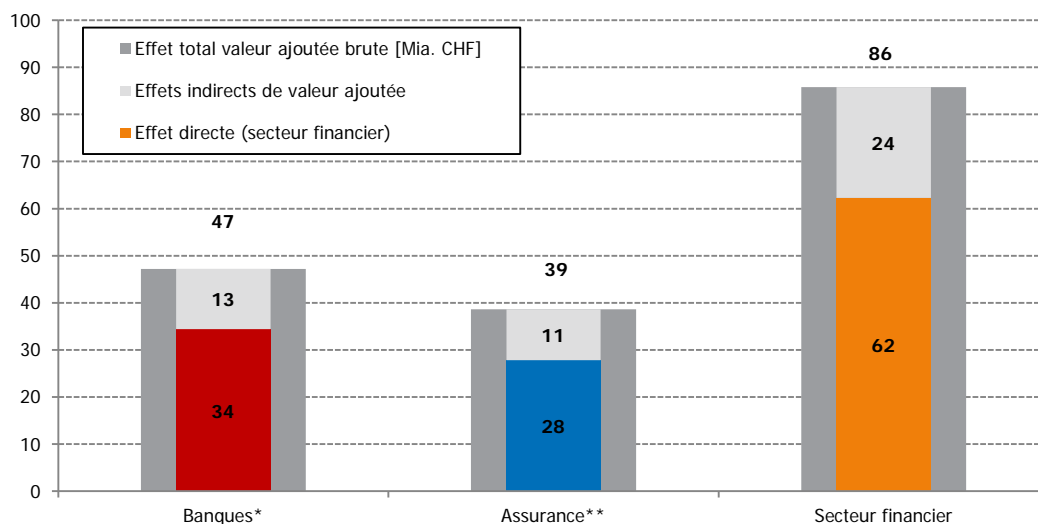
Les banques avec les services proches des banques comme les bourses ont généré 34 Mia. CHF de valeur ajoutée brute, soit 6 pourcent de la production de l'économie suisse. Les assurances, avec les services proches des assurances comme le courtage, ont généré 28 Mia. CHF ce qui représente une part de 5 pourcent de l'économie suisse.

Ensemble, les banques et les assurances ont dépensé 49 Mia. CHF pour les biens et les services qu'elles ont utilisés pour leur production. De plus, les employés du secteur financier ont créé de la demande dans l'économie locale par leur consommation privée. La masse salariale du secteur financier s'est élevée à environ 32 Mia. CHF en 2012.

Les entreprises extérieures au secteur financier ont profité en tout d'une création de valeur ajoutée de 24 Mia. CHF au travers des achats de biens et de services du secteur financier ainsi que de la consommation des employés de la finance. Ainsi chaque franc de création de valeur ajoutée du secteur financier génère environ 40 centimes de création de valeur ajoutée dans les autres secteurs économiques suisses.

L'effet de création de valeur ajoutée du secteur de la finance s'élève donc à 86 Mia. CHF pour l'année 2012. Ainsi 15 pourcent de la production économique suisse ont été générés directement ou indirectement par l'activité du secteur financier.

Figure 4-1 Effet de création de valeur ajoutée total, 2012 [Mia. CHF]



Remarques:

Banques* y compris les services proches des banques (par ex. bourses)

Assurances** y compris les services proches des assurances (par ex. courtage)

Source: BAKBASEL

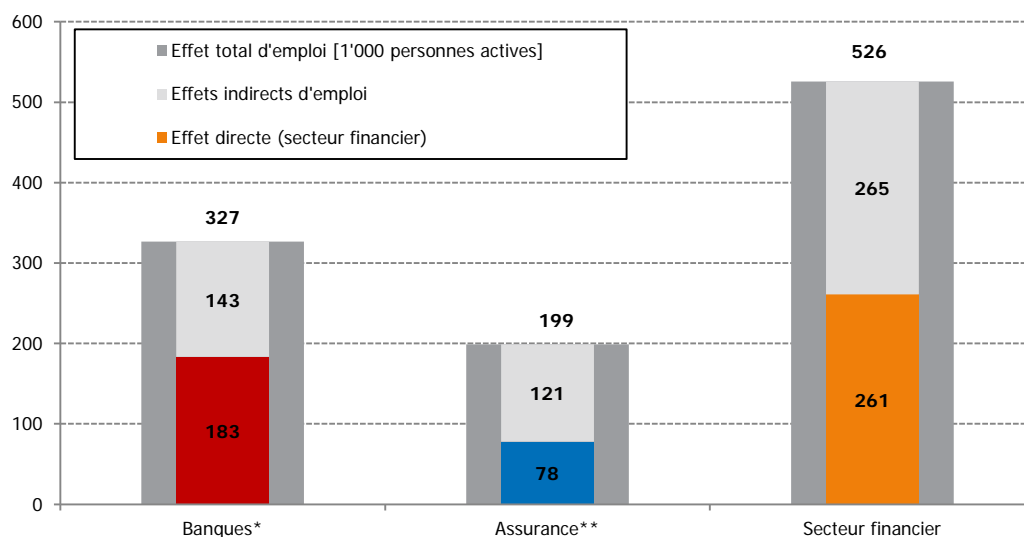
4.2.2 Effets sur l'emploi

En 2012, 261'000 personnes étaient actives dans le secteur financier. En conséquence de la demande de biens et de services du secteur financier pour sa production et de la demande de consommation de ses employés, de nombreuses places de travail sont générées indirectement par l'activité économique du secteur financier.

Le facteur de multiplication pour le nombre des personnes actives (2.0) est nettement plus élevé que le facteur de multiplication pour la création de valeur ajoutée (1.4) parce que les biens et les services acquis par le secteur financier découlent souvent d'activités à forte demande de personnel et que la consommation des employés génère également des activités à forte demande de personnel (commerce et artisanat).

L'effet total sur le nombre des actives représente environ le double des emplois directs du secteur financier et s'élève à environ 526'000 personnes actives. Ceci représente environ 11 pourcent des personnes actives de l'économie nationale.

Figure 4-2 Effet global sur l'emploi, 2012 [en milliers de personnes]



Remarques:

Effets sur l'emploi selon le concept des personnes (personnes actives).

* Banques y compris les services proches des banques (par ex. bourses),

** Assurances y compris les services proches des assurances (par ex. courtage)

Source: BAKBASEL

5 Importance du secteur et du marché financier pour les finances publiques

L'importance fiscale du secteur de la finance découle d'une part des revenus et des bénéfices liés à la création de valeur ajoutée du secteur qui sont imposables au niveau de la Confédération, des Cantons et des Communes et d'autre part des impôts indirects que la Confédération prélève sur les transactions financières et l'acquisition de prestations financières.

Fiscalité directe des personnes physiques et morales

L'imposition des revenus et des bénéfices liés directement à l'activité du secteur financier a rapporté à la Confédération, aux Cantons et aux Communes une somme estimée à 6.7 Mia CHF en 2012. La plus grande partie de cette somme vient des impôts sur le revenu des employés.

En tenant compte des effets fiscaux induits dans les étapes de création de valeur ajoutée en amont du secteur financier et de la consommation des employés en aval du secteur financier, l'effet fiscal total pour les impôts directs se monte à environ 9 Mia. CHF.

Fiscalité indirecte sur les prestations financières

La fiscalité indirecte sur les prestations financières se compose de la taxe sur la valeur ajoutée, d'une partie de l'impôt anticipé et du droit de timbre. Ces taxes et impôts ont rapporté à la Confédération une somme estimée à 7.7 Mia. CHF en 2012.

La taxe sur la valeur ajoutée sur les prestations financières a rapporté 3.5 Mia CHF, elle se rapporte presque exclusivement aux banques et aux services proches des banques (3.2 Mia. CHF). Les services des assurances sont cependant assez lourdement chargés par la « taxe occulte » qui n'a pas été prise en compte dans la présente analyse.

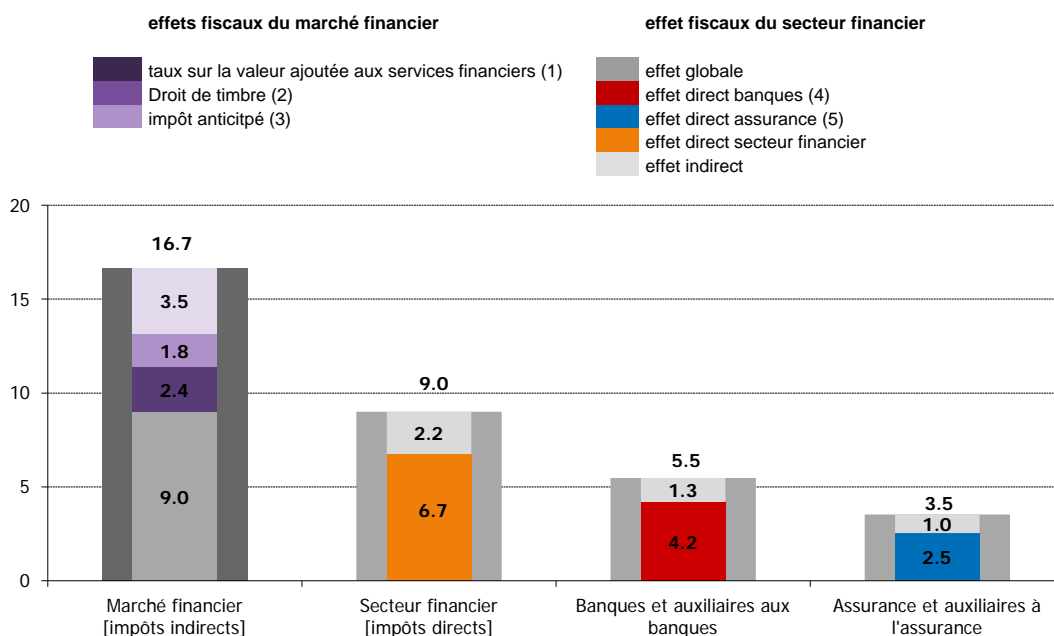
De plus, les prestations des assurances sont soumises à un droit de timbre. Le droit de timbre sur les prestations d'assurances a rapporté 675 Mio. CHF en 2012. Sur les transactions des banques ainsi que sur les transactions bancaires directement initiée par des clients, des taxes d'une valeur globale 1.1 Mia. CHF ont été prélevées en 2012 selon les données de l'Association Suisse des Banquiers concernant le droit de timbre (droit d'émission et droit de négociation).

Finalement le fisc a bénéficié de recettes de l'impôt anticipé; selon les calculs de l'Association suisse des banquiers, le solde de l'impôt anticipé prélevé par les banques qui n'a pas été réclamé par les clients est d'environ 2.4 Mia. CHF pour 2012.

Effet fiscal global

L'effet fiscal global du secteur financier y compris les effets des services et des transactions financières est estimé à 16.7 Mia. CHF pour l'année 2012. Ceci représente 13 % du total des recettes fiscales de la Confédération, des Cantons et des Communes.

Figure 5-1 Effet fiscal 2012 [en Mia. CHF]



Remarques:

- (1) Sur la base de la statistique TVA 2011, extrapolé pour 2012
- (2) Part des banques (1.1 Mia. CHF) selon les estimations de l'ASB; se rapporte au droit de timbre sur transactions des banques elles-mêmes ainsi que sur les transactions bancaires initiées par les clients.
- (3) Part des banques selon l'ASB; se rapporte à l'impôt anticipé prélevé par les banques que les clients n'ont pas récupéré.
- (4/5) Comprend l'impôt sur le revenu des collaborateurs (estimation de BAKBASEL) l'impôt sur le bénéfice et le capital des entreprises (données de l'ASB pour les banques et de la FINMA pour les assurances privées)
- (6) Estimation de BAKBASEL

Sources: ASB, FINMA, AFF, BAKBASEL

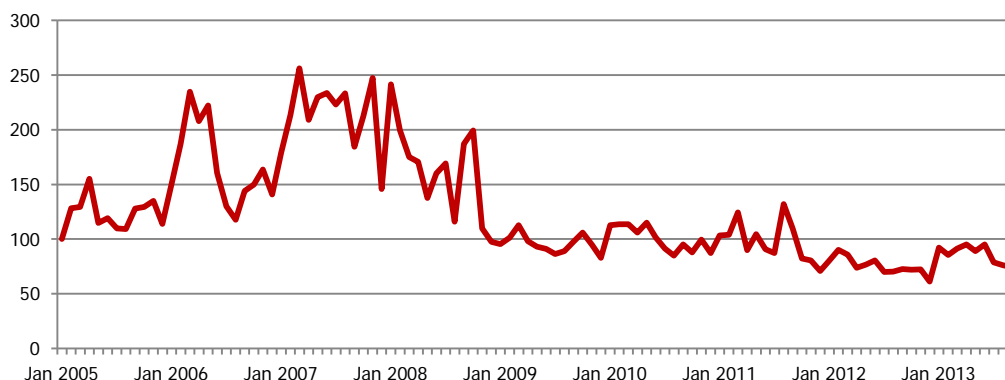
6 Perspectives du secteur financier suisse

Avec la reprise des banques après la dernière crise financière, le secteur financier est à nouveau en mesure de réaliser une croissance supérieure à celle de l'économie générale. L'environnement actuel est cependant grevé de nombreuses incertitudes. Cet environnement incertain et la pression sur les marges poussent les banques, en particulier, à se restructurer et à supprimer des emplois. A plus long terme, cependant, ceci devrait générer des gains de productivité.

6.1 Environnement conjoncturel

Depuis l'été 2012 les cours mondiaux des actions ont à nouveau eu une tendance positive. L'évolution n'est pas en relation avec les performances économiques fondamentales, mais est à attribuer en grande partie aux annonces des banques centrales. La publication du programme «Outright Monetary Transactions» (OMT) de la Banque Centrale Européenne (BCE) en été 2012 par exemple peut être interprétée comme le point de départ du « rallye des bourses ». Malgré des cours de bourse en augmentation, le volume d'affaire des bourses restent à un niveau au dessous de la moyenne (voir Figure 6-1). En comparaison avec le volume d'affaire des bourses de 2012 qui avait chuté de 13 pourcent, ce volume a augmenté de 21 pourcent jusqu'à septembre 2013. Les banques en ont profité au travers d'entrées de commissions plus élevées.

Figure 6-1 Volumes des bourses, SIX Swiss Exchange, 2005-2013



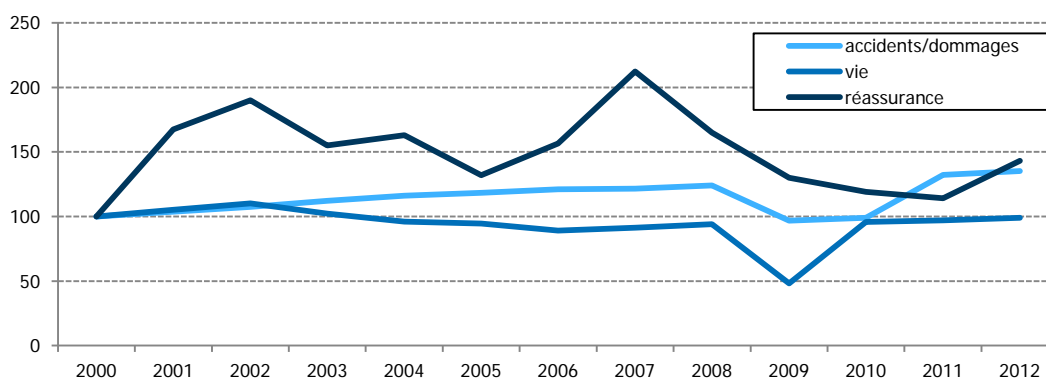
Volume des bourses au SIX Swiss Exchange, indexé: janvier 2005 = 100, janvier 2005 – septembre 2013
Sources: SIX Swiss Exchange, BAKBASEL

L'annonce de la FED concernant la réduction du programme QE3 a fait grimper les taux d'intérêt en été 2013. Les taux d'intérêt restent cependant toujours à des niveaux très bas; il vaut donc mieux parler ici de normalisation que de changement de tendance pour les taux d'intérêt. La politique monétaire de la plupart des pays est encore (beaucoup) trop accommodante pour un véritable changement de tendance des taux d'intérêt. Les capacités de production toujours inutilisées retiennent l'inflation; un changement de politique monétaire est donc peu probable à court terme.

La politique monétaire expansive a aussi des répercussions en Suisse et maintient les taux d'intérêt à des niveaux exceptionnellement bas. Il est impossible d'obtenir des rendements corrects sur des investissements dits « sans risque ». Ceci pénalise en particulier les assurances vie et les caisses de pension; elles investissent une bonne moitié de l'argent qu'elles gèrent dans des placements à taux fixes. Les garanties qu'elles ont accordées par le passé menacent aujourd'hui leur réussite et leur création de valeur ajoutée. Même une augmentation modérée des taux d'intérêts n'aiderait pas le secteur des assurances à court terme. Les investissements à taux fixes effectués ces dernières années sur des périodes typiquement longues resteront encore longtemps une charge dans les bilans des assurances.

Les entrées de primes sont restées relativement stables cette dernière année (voir Figure 6-2). Les entrées de primes pour les assurances vie et accidents/dommages ont augmenté d'environ 2%. Après des années d'entrées de primes en diminution, le secteur de la réassurance a pu augmenter ses entrées en 2012.

Figure 6-2 Entrées de primes, 2004-2012



Primes brutes comptabilisées, affaires en Suisse, assurances privées; indexé 2000=100, 2000-2012
Sources: FINMA, OFS, BAKBASEL

Banques

L'environnement législatif a une influence négative sur le développement des banques. Les réglementations plus sévères et les obligations d'information font augmenter les coûts. Dans la gestion de fortune, il y a des zones d'incertitude de droit en relation avec les tensions politiques sur la question fiscale (problématique des activités transfrontalières). Une atmosphère d'incertitude générale règne toujours sur les marchés financiers. De plus, la pression de la concurrence s'intensifie. Tout ceci pèse sur les marges des banques et renforce la nécessité des restructurations.

Le marché hypothécaire reste fort. Avec les réserves de capital exigées et les octrois de crédits un peu plus prudents par les banques, il ne faut cependant plus s'attendre à une aussi forte croissance de ce marché qu'au cours de ces dernières années. Une embellie pourra venir de l'amélioration de la conjoncture économique prévue pour la fin 2013 et surtout pour 2014. Les investissements vont reprendre à la suite de la diminution actuelle des surcapacités et les cours de la bourse ne devraient plus subir de chutes importantes à court terme, selon le scénario de base de BAKBASEL. De plus, les banques pourront profiter de la consommation intérieure toujours dynamique, de l'augmentation de la fortune financière et, à partir de la fin de l'année 2013, d'une croissance de la demande étrangère.

Table 6-1 Facteurs influençant la création de valeur ajoutée des banques

	Influence à court terme
Régulations plus sévères	↘
Problématique des activités transfrontalières	↘
Evolution de la bourse	↗
Pression sur les marges	↘
Conjoncture économique générale	↗
Augmentation de la fortune financière	↗
Marché hypothécaire	↗

Source: BAKBASEL

Assurances

Les assurances profitent également de la reprise en cours de l'économie réelle. De plus on peut s'attendre à des effets favorables de l'évolution positive probable du marché des investissements. A court terme, les impulsions de croissance les plus fortes viendront probablement de la tendance positive de la réassurance. Elle profite du besoin accru de réassurance des assureurs directs et du développement du marché des assurances dans les pays émergents. Pour les assureurs primaires sur le marché indigène, la situation est un peu moins favorable; les chances de croissance sont cependant bonnes dans le secteur des assurances accidents/dommages et pour les caisses maladie. Les entrées de prime des assurances accidents/dommages sont en corrélation avec l'évolution du PIB qui marquera une croissance plus importante à partir de fin 2013. Les perspectives sont bien moins favorables pour les assurances vie et les caisses de pension qui auront à court terme une croissance plutôt au dessous de la moyenne. Le régime de taux d'intérêts durablement bas et le changement des régulations pénalisent bien plus fortement ces deux sous-branches.

Tabelle 6-2 Facteurs influençant la création de valeur ajoutée des assurances

	Influence à court terme
Régulations plus sévères	↘
Taux d'intérêt	↘
Evolution de la bourse	↗
Evolution démographique et immigration	↗
Conjoncture économique générale	↗
Augmentation des revenus	↗

Source: BAKBASEL

6.2 Prévisions conjoncturelles 2013/14

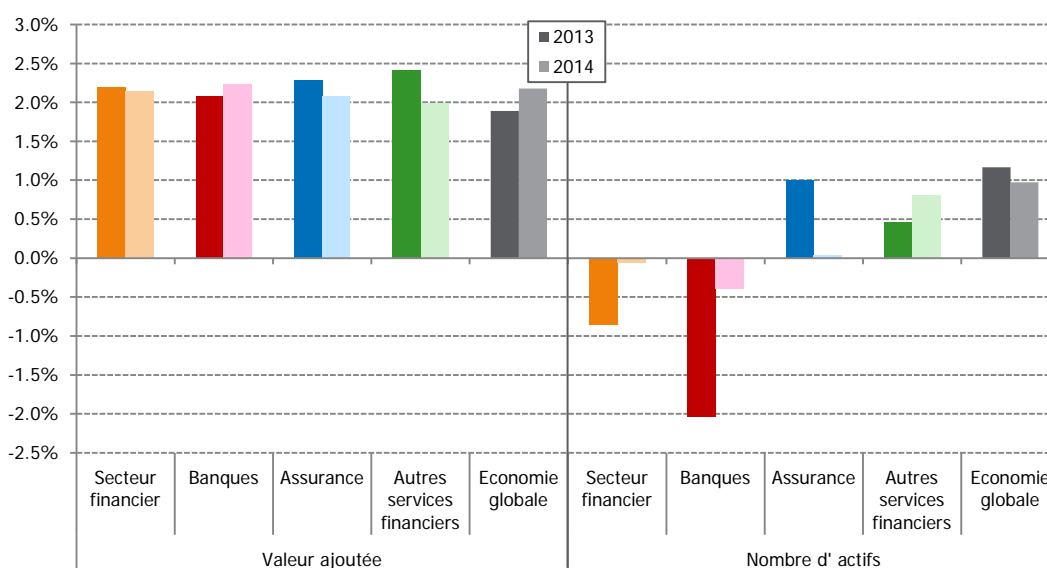
Les influences négatives que nous venons d'évoquer ne parviennent cependant pas à ternir entièrement les effets positifs de l'embellie conjoncturelle; le rétablissement des banques entamé en 2012 se poursuivra en 2013. Selon les estimations de BAKBASEL, les banques devraient même parvenir à un taux de croissance à nouveau en phase avec celui de l'économie globale (2013: +2.1%; 2014: +2.2%).

L'augmentation des coûts et la baisse des marges imposent aux banques un changement de stratégie qui se traduit à court terme par des suppressions d'emploi. En 2013, ces restructurations entraînent la perte d'environ 3'000 emplois, ce qui représente 2% du personnel. Les pertes d'emplois se poursuivront en 2014 avec environ 600 personnes ou 0.4%.

Les assurances ne parviendront pas tout à fait à maintenir leur performances exceptionnelles de 2012 (+2.9%) - année marquée par une faible incidence de sinistres - à cause d'un marché qui reste tendu. Elles continueront cependant à bénéficier d'une très bonne dynamique (+2.3%), au dessus de la moyenne de l'économie générale. Pour 2014, BAKBASEL prévoit une baisse marginale de leur croissance à un taux de + 2.1%, ce qui est très proche du taux de croissance prévu pour l'économie générale (+2.2%).

Les autres services financiers atteignent la meilleure performance en 2013 avec un taux de croissance réel de +2.4 pourcent. Pour 2014, BAKBASEL prévoit un taux de croissance légèrement moindre, de +2.0 pourcent, pour les autres services financiers.

Figure 6-3 Prévisions pour la création de valeur ajoutée et le nombre de personnes actives du secteur financier, 2013-2014



Croissance de la création de valeur ajoutée réelle en %; croissance du nombre de personnes actives en %

Sources: FINMA, OFS, BAKBASEL

6.3 Perspectives jusqu'en 2023

Banques

Les restructurations actuellement en cours dans le secteur bancaire devrait apporter des gains de productivité à long terme. De plus, ces restructurations ont ralenti la reprise après la dernière crise financière, ce qui fait que les banques bénéficieront à moyen terme d'effets de rattrapage qui iront au-delà de la croissance d'environ +2 pourcent prévue pour le long terme.

Dans ses prévisions de base, BAKBASEL part du point de vue que d'ici 2020, la plus grande partie des incertitudes juridiques concernant la problématique transfrontalière seront levées, et que la question de l'accès au marché de l'Union Européenne sera résolue; le marché de la gestion de fortune transfrontalière reposera ainsi à nouveau sur des bases solides. La stabilité politique et économique de la Suisse ainsi que sa monnaie forte reviendront au premier plan et souligneront l'attractivité de la Suisse pour la gestion de fortune. La branche pourra récolter les fruits de sa transformation actuelle et se développer avec une dynamique au dessus de la moyenne de l'économie nationale. Les taux de croissance, cependant, n'atteindront vraisemblablement pas des valeurs aussi élevées qu'avant la crise financière ni les valeurs des années 90. Pour l'ensemble de la période 2013-2023, les taux de croissance du secteur bancaires se situeront aux alentours de +2.2 pourcent par année, légèrement au dessus de ceux de l'économie nationale (+1.9% par année).

Nous considérons que les transformations actuelles du secteur bancaire ont des causes structurelles. Les gains d'efficacité et de productivité limiteront le nombre de personnes actives également à l'avenir. Pour la période 2013-2023, BAKBASEL prévoit une augmentation du nombre de personnes actives dans le secteur bancaire plus faible que dans la moyenne de l'économie nationale, avec une valeur de +0.4% par année (économie nationale +0.8% par année).

En résumé, à long terme, BAKBASEL prévoit une croissance de la valeur ajoutée créée par les banques au dessus de la moyenne générale avec une croissance du nombre de personnes actives au dessous de cette moyenne. Ceci sera rendu possible par une forte augmentation de la productivité du travail. BAKBASEL prévoit pour les banques une augmentation de productivité moyenne du travail de +1.6% par année alors que cette valeur ne sera que de +1.1% pour l'économie nationale dans son ensemble.

Assurances

A moyen et long terme, le développement des assurances sera légèrement supérieur à la moyenne de l'économie nationale pour plusieurs raisons. La croissance de la population ainsi que l'immigration, toute deux croissantes à long terme, élargiront le marché national relativement saturé des assurances. La dynamique de l'économie globale fera augmenter les revenus et la fortune des acteurs privés; les assurances feront face à une demande plus forte. De plus, une légère augmentation des taux d'intérêts sera favorable à la branche des assurances. Les assurances accidents/dommages ainsi que les caisses maladie profiteront de l'évolution vraisemblablement positive de la population et des revenus, ainsi que l'activité économique plus intense. Les assurances vie profiteront de l'évolution démographique et des incertitudes concernant le financement de la prévoyance publique. Le secteur de la réassurance profitera de l'évolution dans les pays émergents ainsi que du redressement du reste de l'économie mondiale. D'une manière générale, BAKBASEL prévoit une croissance moyenne des assurances de +2.1 pourcent par année pour la période 2013-2023; les assurances ont ainsi une croissance à long terme similaire à celle de l'économie nationale.

Depuis longtemps, le secteur des assurances a une croissance plutôt faible du nombre de personnes actives, voire quelques fois une croissance négative. Pour l'avenir, BAKBASEL s'attend également à des variations assez minimes du le nombre de personnes actives des assurances; avec une croissance moyenne prévue de +0.2 % par année, cette évolution est pratiquement une stagnation.

Tablelle 6-3 Tendances dans le secteur financier, 2013-2023

		2013	2014	2015-2018	2018-2023
Création de valeur ajoutée	Secteur financier	2.2%	2.1%	2.2%	2.1%
	Banques	2.1%	2.2%	2.2%	2.1%
	Assurances	2.3%	2.1%	2.3%	2.1%
	Autres services financiers	2.4%	2.0%	2.3%	2.3%
	Economie globale	1.9%	2.2%	2.0%	1.7%
Personnes actives	Secteur financier	-0.9%	-0.1%	0.7%	0.3%
	Banques	-2.0%	-0.4%	0.7%	0.4%
	Assurances	1.0%	0.0%	0.5%	0.0%
	Autres services financiers	0.5%	0.8%	1.0%	0.6%
	Economie globale	1.2%	1.0%	1.0%	0.6%

Croissance moyenne annuelle de la création de valeur ajoutée réelle, respective du nombre de personnes actives, en %

Sources: BAKBASEL

Un risque pourrait grever ces perspectives: les réglementations et le cadre législatif. La libre circulation des personnes et l'attractivité du site économique « Suisse » sont deux facteurs très importants pour le secteur financier. Il y aurait des conséquences négatives sur le secteur financier et sa création de valeur ajoutée en cas de modifications sensibles des conditions cadre politiques.

7 Résumé

Fonction d'infrastructure du secteur financier

Le système financier, composé des marchés financiers et des intermédiaires financiers, remplit une condition essentielle au fonctionnement des activités économiques. Les intermédiaires financiers mettent des capitaux à la disposition de la société et de l'économie et assument des risques. Ces deux activités permettent un développement économique et des investissements qui seraient beaucoup plus difficiles, voire impossibles, à réaliser sans les intermédiaires financiers. De plus, les intermédiaires financiers remplissent des fonctions dont on ne peut pratiquement plus se passer dans une économie nationale moderne, citons simplement le trafic de paiements, le rassemblement de capitaux et les garanties d'assurance.

Importance économique élevée

En plus de ces fonctions générales d'infrastructure, le secteur financier participe pour une part significative à la production de l'économie suisse et joue ainsi un rôle important pour le bien-être du pays. En 2012, le secteur financier a généré une création de valeur ajoutée d'environ 62 Mia. CHF et occupait 261'000 personnes (personnes actives). En plus des banques, naturellement bien représentées, les assurances jouent aussi un rôle important dans le secteur financier suisse; en comparaison internationale, le secteur financier suisse est donc bien diversifié.

Le secteur financier n'est pas seulement très important à cause de sa production économique et des emplois qu'il assure; cette approche directe ne donne qu'une image partielle de son importance. D'une part, le secteur financier achète pour ses besoins des biens et des services à d'autres branches, ce qui génère de la création de valeur ajoutée indirecte; d'autre part, les revenus au dessus de la moyenne des employés du secteur financier reviennent à d'autres branches, surtout les branches orientées vers le marché intérieur, sous forme de consommation privée.

Des calculs à l'aide d'un modèle Input-Output permettent de déterminer l'importance effective du secteur financier pour l'économie suisse. En résumé, les activités liées au secteur financier génèrent une création de valeur ajoutée de 86 Mia. CHF, ce qui représente environ 15% de la production économique totale. Ces activités créent également 11 pourcent des places de travail suisses (526'000 personnes actives). Les activités du secteur financier apportent d'importantes recettes fiscales à la Confédération, aux Cantons et aux Communes. Pour l'année 2012, le montant total des recettes fiscales liées aux activités du secteur financier s'est élevé à environ 17 Mia. CHF en tenant compte des taxes sur les transactions financières (droit de timbre, impôt anticipé) ainsi que de la TVA sur les services financiers. Ceci représente environ 13 pourcent de l'ensemble des recettes fiscales de la Confédération, des Cantons et des Communes.

Evolution au cours de ces 20 dernières années

L'évolution de la création de valeur ajoutée brute du secteur financier au cours de la période 1992-2012 montre une dynamique au dessus de la moyenne de l'économie nationale. Comparée à celle des autres places financières importantes l'évolution de la finance suisse occupe une place en milieu de terrain. L'évolution moyenne supérieure à la moyenne nationale du secteur financier suisse résulte principalement des excellents taux de croissance au cours des années 90 ainsi que de la période de boom entre 2002 et 2007.

Depuis la dernière crise financière, le secteur financier suisse se développe cependant plus lentement que l'économie nationale. Ce sont surtout les banques qui freinent la croissance du secteur financier. En plus de la mise en œuvre des nouvelles réglementations et de la baisse des marges, la péjoration relative de la situation concurrentielle des banques suisses sur le plan international force le secteur bancaire à se restructurer. En outre, les assurances ont également eu une croissance plus faible que l'économie nationale dans la période 2000-2012. L'éclatement de la bulle Internet au début du nouveau millénaire a été un événement marquant pour les assurances qui a induit une forte chute de la création de valeur ajoutée. Depuis lors, cependant, les assurances se développent nettement mieux que le reste du secteur financier, avec des taux supérieurs à ceux de l'économie nationale. Les assurances ont profité des gains de productivité réalisés lors des restructurations qu'elles ont opérées immédiatement après cette crise. Les autres services financiers sont les champions de la croissance pour cette période; ils ont pu multiplier par presque six, leur création de valeur ajoutée au cours de ces vingt ans.

L'évolution du nombre de personnes actives du secteur financier pour la période 1992-2012 est similaire à celle de l'économie nationale. Une divergence entre l'évolution du nombre de personnes actives et celle de la création de valeur ajoutée est donc apparue après la crise financière; le nombre de personnes active a augmenté de manière supérieure à la moyenne depuis 2008 tandis que la création de valeur ajoutée ne se développait que faiblement. La valeur ajoutée générée par personne active, la productivité du travail, a donc diminué. La productivité et les salaires dans le secteur de la finance restent cependant plus élevés que la moyenne. Les assurances forment une exception; suite à la restructuration mentionnée, le nombre de personnes actives dans les assurances a diminué.

Perspectives pour les 10 prochaines années

Bien que les restructurations actuelles des banques aient une incidence négative sur leur création de valeur ajoutée et sur le nombre de personnes actives, les banques profitent de l'embellie conjoncturelle générale en 2013 et peuvent ainsi maintenir la reprise de leur croissance amorcée en 2012. Une reprise sensible est également attendue pour les banques à moyen terme avec parfois des taux de croissance supérieurs à la tendance à long terme qui est voisine de +2 pourcent. A long terme, les banques pourront récolter les fruits de leur restructuration; leur croissance de croisière devrait être supérieure à celle de l'économie générale.

Les assurances aussi profiteront d'une croissance supérieure à la moyenne de l'économie nationale. A court terme, c'est la réassurance qui sera la plus dynamique alors que les assurances vie et les caisses de pension sont les plus pénalisées par les taux d'intérêts bas. A plus long terme, les assurances vie devraient trouver des nouvelles opportunités de croissance, par exemple dans l'assurance des risques liés à la longévité.

D'une manière générale, le secteur financier retrouvera une croissance supérieure à la moyenne de l'économie nationale. Cette croissance n'atteindra cependant pas les valeurs des années 90, ni celles du boom d'avant la crise.

Un risque pourrait grever ces perspectives: les réglementations et le cadre législatif. La libre circulation des personnes et l'attractivité du site économique « Suisse » sont deux facteurs très importants pour le secteur financier. Il y aurait des conséquences négatives sur le secteur financier et sa création de valeur ajoutée en cas de modifications sensibles des conditions cadre politiques.

8 Annexes

Table 8-1 Structure du secteur financier, 2012

	Création de valeur ajoutée	Part	Personnes actives	Part
Secteur financier	62'002	100%	261	100%
Banques	28'854	47%	150	58%
Assurances	24'821	40%	61	23%
Autres services financiers	8'328	13%	50	19%

Création de valeur ajoutée en milliers de CHF, personnes actives en milliers, part relative au secteur financier en %

Source: BAKBASEL

Table 8-2 Structure des banques, 2008

	Part
Banque Nationale Suisse	0.5%
Établissements à statut particulier	0.5%
Banques Cantonales	13.8%
Grandes banques	36.1%
Banques régionales et caisses d'épargne	3.6%
Banques Raiffeisen	6.7%
Banques commerciales	0.5%
Établissements spécialisés dans les opérations boursières	7.0%
Banques en mains étrangères	15.7%
Succursales de banques étrangères	1.1%
Banquiers privés	3.6%
Autres banques	2.2%
Autres intermédiations monétaires n.c.a.	2.3%
Activités des sociétés holding financières	0.1%
Activités des autres sociétés de holding	1.7%
Fonds de placement et entités financières similaires	0.0%
Crédit-bail	0.7%
Établissements spécialisés dans le prêt personnel	0.0%
Octroi d'autres crédits	0.9%
Sociétés d'investissement	2.4%
Activités de trésorerie au sein d'un groupe	0.1%
Autres établissements financiers n.c.a.	0.4%

Part du nombre de personnes actives relatif à l'entier de la branche des banques, en %

Sources: OFS (RE), BAKBASEL

Tabelle 8-3 Structure des assurances, 2008

	Part
Assurances vie	7%
Assurance-accidents (SUVA)	5%
Assurances accidents/dommages	50%
Caisses maladie	21%
Autres assurances (sans la sécurité sociale obligatoire) n.c.a.	5%
Réassurances	8%
Caisses de pension	4%

Part du nombre de personnes actives relatif à l'entier de la branche des assurances, en %
Sources: OFS (RE), BAKBASEL

Tabelle 8-4 Structure des autres services financiers, 2008

	Part
Services financiers proches des banques	57%
<i>Administration de marchés financiers</i>	1%
<i>Courtage de valeurs mobilières et de marchandises</i>	3%
<i>Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite</i>	23%
<i>Directions de fonds</i>	1%
<i>Gestion de fonds</i>	29%
Services financiers proches des assurances	43%
<i>Évaluation des risques et dommages</i>	2%
<i>Activités des agents et courtiers d'assurances</i>	30%
<i>Caisses de compensations</i>	7%
<i>Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite n.c.a.</i>	3%

Part du nombre de personnes actives relatif à l'entier de la branche des autres services financiers, en %
Sources: OFS (RE), BAKBASEL

Comparaison des facteurs de création de valeur ajoutée et d'emploi avec les études précédentes

La présente étude est déjà la troisième étude de BAKBASEL au sujet de l'importance économique du secteur de la finance en Suisse. Les facteurs de multiplication qui représentent les rapports entre les effets directs et indirects du secteur financier sont restés relativement constants. Les tables comparatives ci-dessous indiquent les différents facteurs utilisés dans les différentes études.

Trois causes sont responsables des variations de ces facteurs. Premièrement, la structure des données a été modifiée (données sur les acquisitions de biens et de services utilisés par le secteur financier, la structure de la demande ainsi que la structure des revenus). Deuxièmement, la productivité du travail des différentes branches a évolué de manière très diverse, ce qui influence les facteurs de multiplication pour l'emploi. Troisièmement enfin, la révision de la statistique officielle en systématique économique (OFS Compte de production) a conduit à une modification de l'évaluation de la production de valeur ajoutée directe des branches étudiées.

La dernière cause mentionnée a la plus grande influence sur les facteurs de multiplication; la dernière ligne de la table indique ce que seraient les facteurs de multiplication sans cette révision.

**Table 8-5 Comparaison des facteurs des banques
(y compris les services proches des banques)**

	Ans	Valeur ajoutée	Nombre des personnes actives
Etude 2011 ^a	2009	1.4	2.0
Etude 2012 (ASB) ^b	2011	1.5	2.2
Etude 2013 ^a	2012	1.4	1.8
Etude 2013 ^{a,c}	2012	1.4	2.0

a y pas compris les effets de l'imbrication intersectorielle de l'économie

b y compris les effets de l'imbrication intersectorielle de l'économie

c Simulation : sans révision

Sources: BAKBASEL

**Table 8-6 Comparaison des facteurs des assurances
(y compris les services proches des assurances)**

	Ans	Valeur ajoutée	Nombre des personnes actives
Etude 2011 ^a	2009	1.6	2.7
Etude 2013 ^a	2012	1.4	2.6
Etude 2013 ^{a,c}	2012	1.5	2.4

a y pas compris les effets de l'imbrication intersectorielle de l'économie

c Simulation : sans révision

Sources: BAKBASEL